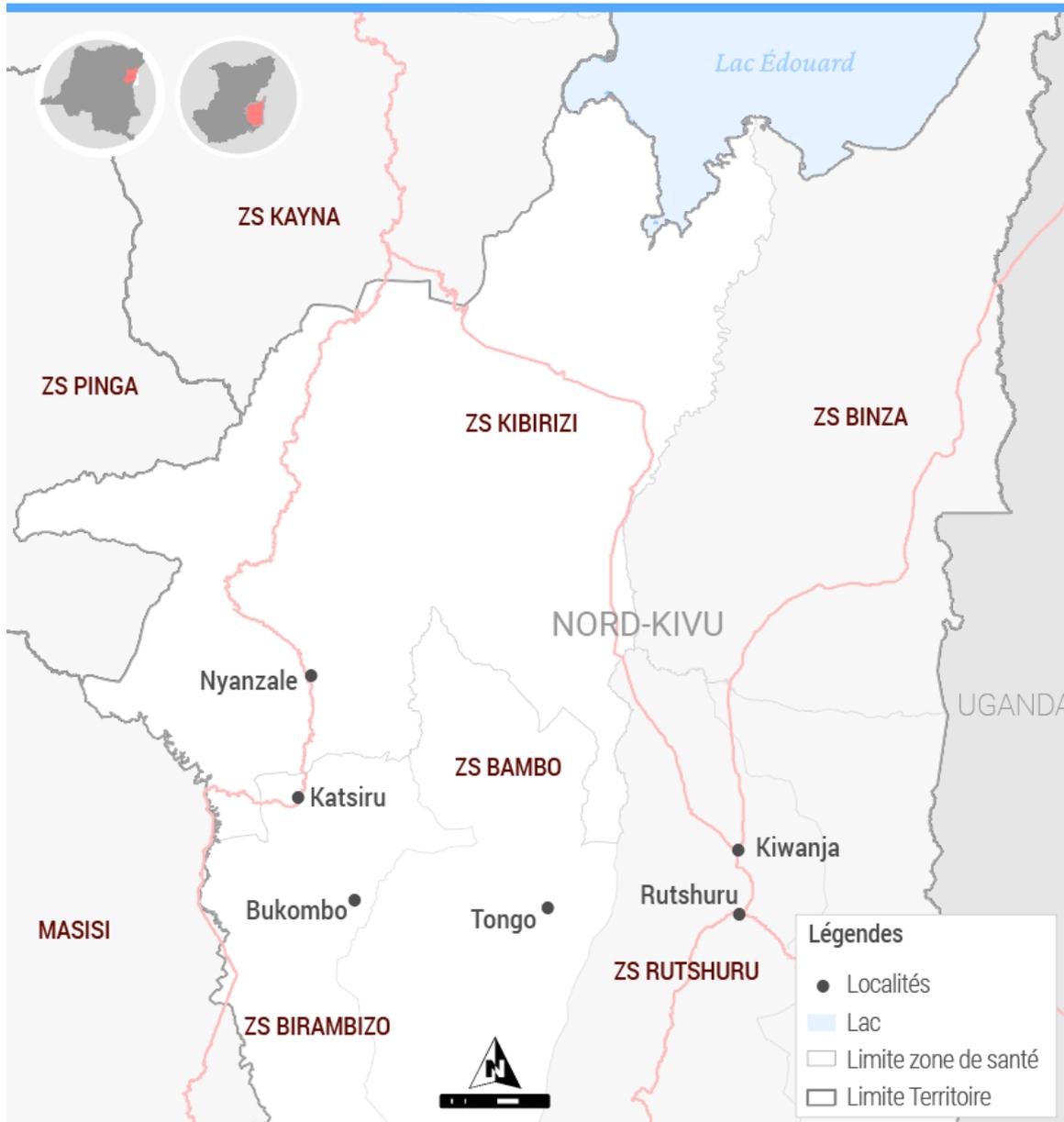


Province du Nord-Kivu

Rapport de la mission conjointe OCHA – INTERSOS à Bambo-Kikuku-Nynzale et Birambizo, chefferie de Bwito du 07 au 12 Septembre

NORD-KIVU : TERRITOIRE DE RUTSHURU



I. Objectif de global :

Contexte actuel & justification de la mission

La chefferie de Bwito (en particulier dans les ZS de Bambo et Birambizo) a connu plusieurs affrontements entre les groupes armés et les M23 depuis le mois de novembre 2022 jusqu'en ce mois de septembre 2023. Ces violences armées ont occasionné plusieurs mouvements de population au sein de la même chefferie en groupements Tongo, Bambo, Mutanda, Kihondo, Kanyabayong et d'autres vers le territoire de Masisi en ZS de Mweso (Kitshanga, Mweso) et territoire de Lubero (ZS de Kayna).

Dès le mois de mars 2023, des mouvements retours ont été observés depuis les zones de déplacements précitées vers quelques localités où la sécurité s'est améliorée notamment à Bambo centre, Bugina de Tongo, Mutanda, Rwahurukene et Bukombo) ce qui fait que la chefferie de Bwito est à la fois une zone de déplacement et de retour.

Faisant suite à plusieurs alertes mouvements de population (EH 4879, EH 4852, EH4872 ..) partagées par Le bureau de la coordination humanitaire (OCHA) une mission conjointe OCHA-INTER SOS a eu lieu le 07 au 12 aout 2023 dans la chefferie de Bwito pour évaluer la situation humanitaire (besoins, réponses, gaps, défis) et de protection des civils dans la chefferie de Bwito en général et plus particulièrement les groupements Tongo, Bambo (en ZS de Bambo), Bukombo en ZS Birambizo et Mutanda en ZS de Kibirizi.

En particulier, OCHA avait aussi l'objectif de relancer les activités de coordination de proximité dans la zone (en mettant en place des PF pour la coordination), et rencontrer les autorités locales (civiles et militaires), les membres de la société civile et les acteurs non étatiques pour un plaidoyer visant l'amélioration de l'accès humanitaire dans la zone.

Une valuation multisectorielle est faite par la mission à Bambo, en vue de renseigner la communauté humanitaire sur les problèmes auxquels sont confrontées les personnes affectées par la crise pour un plaidoyer d'assistance à leur faveur.

I1 : Objectifs & Résultats attendus :

Les objectifs spécifiques sont de :

- Prise de contact avec les autorités de la chefferie et au besoin évaluer les modalités de renouer avec les réunions du comité de liaison selon une fréquence qui sera définie.
- Suivi de la situation humanitaire dans la chefferie de Bwito en général et plus particulièrement dans certains centres se trouvant dans le groupement Tongo, Bambo, Birambizo, Mutanda, etc ;
- Renforcement des mécanismes de la coordination humanitaire avec les acteurs humanitaires présents dans la zone.
- Identification des besoins en termes de renforcement des capacités en rapport avec l'action humanitaire (principes humanitaires, veille humanitaire, etc).
- Suivi et plaidoyer pour les questions / problématiques d'accès humanitaire ;
- Evaluer la capacité de réponses des acteurs locaux et de l'appui attendu de Goma, en termes de plaidoyer, mobilisation des ressources et coordination locale/ régionale ou nationale ;
- Actualisation des outils de coordination tels que le 3W, QEO, la liste des contacts ainsi que la liste des informateurs clés.
- Evaluations rapides aux alertes (4845, EH 4852,4511,4641, EH4872 ..)
- Renforcer le plaidoyer de proximité avec les autorités militaires
- Faire une analyse ne pas nuire.

Les résultats attendus sont :

- La situation de protection sur l'axe Kasali-Bambo-Kishishe-Bwalanda-Kikuku-Nyanzale-Katsiru-Nyanzale-Birambizo et l'ensemble de la collectivité de Bwito est connue ;
- Les capacités de réponses des acteurs sur place sont cartographiées, les contraintes d'intervention ainsi que les besoins humanitaires non couverts sont identifiées ;
- Les QEO (Qui Est Où), listes de contacts, 3W (Qui Fait Quoi Où) sont actualisés
- Les plaidoyers de proximité avec les autorités militaires sont renforcés ;
- Un mécanisme de coordination fonctionnel est renforcé (avec les capacités du Point Focal (PF) renforcées) ;
- Les questions et problématiques relatives à l'accès sont analysées et suivies ;

I2 Méthodologie & activités à réaliser :

Pour atteindre l'objectif de cette évaluation, ces méthodes ont été utilisées :

- Les autorités (Le délégué du chef de la chefferie, les commandants de FARDC, PNC) et leaders locaux (société civile, les responsables de associations) ont été contactés pour l'échanger avec eux afin de nous présenter la situation de la zone à évaluer ;

- L'observation directe a été faite pour discerner certaines réalités dans la zone de retour ou déplacement des PDIs ;
- Des entretiens libres avec les représentants des associations locales, comités de PDIs, et d'autres informateurs clés ont été faites ;
- La participation au mécanisme de coordination localement a été faite.

II : Résumé du déroulement de la Mission :

La mission a atteint ses objectifs, toutes les cibles ont été contactées pour avoir l'aperçu général de la zone concernée par l'évaluation. Les besoins dans tous les secteurs ont été exprimés dont certains sont pris en charge et d'autres nécessitent encore les partenaires qui peuvent se positionner en vue d'apporter des réponses dans la zone évaluée.

A Bambo, la mission a tenu une réunion avec les chefs des groupements de Tongo et de Bambo, les points focaux de veille humanitaire de la zone, les comités de déplacés, les ONGI (MSF-F et ACF), les ONG locales, les autorités (ANR, FADRC, PNC) et autres informateurs clés pour échanger sur le contexte du moment et valider les chiffres mouvements de population de la zone. Lors de cette réunion, l'ONG ACF a accepté d'être le point focal Humanitaire pour OCHA, elle tiendra une réunion chaque vendredi à 14h suivi d'un petit compte-rendu. A l'agenda de chaque réunion il y aura un point sur le contexte d'accès, les alertes, besoins et gaps.

Des réunions similaires ont été tenues à Kikuku (chef-lieu de la chefferie de Bwito) et à Nyanzale (ou l'ONG Heks-Eper et SRDI ont été choisis comme FP de la coordination humanitaire locale)

La mission a fait aussi des contacts individuels avec les autorités locales ainsi que les membres de la société civile et les acteurs non étatiques pour un plaidoyer visant l'amélioration de l'accès humanitaire dans la zone.

III : Contexte général de la zone :

Depuis le mois de juillet 2023, plusieurs affrontements entre les éléments du M23 contre des éléments de groupes armés CMC/ Nyatura et les FDLR ont été signalés dans les groupements Tongo, Bukombo et Bambo dans la chefferie de Bwito. La population civile s'est déplacée (plus d'une fois) vers les zones jugées sécurisées dans la même chefferie. Ces déplacements ont augmenté l'état de vulnérabilité des PDIs dans les zones hôtes où ils vivent dans les sites spontanés, centres collectifs et les familles d'accueils. Des abus de droits humains ont été signalés lors de déplacement et après le déplacement. Toutes les ZS de la chefferie de Bwito (Kibirizi, Bambo et Birambizo) continuent d'être affectées par des déplacements récurrents (IDPS et retournés), en conséquence, elles restent toujours prioritaires en termes multisectoriels

La zone reste aussi dominée par l'activisme des groupes armés dénommés « forces d'autodéfenses » à proximité des zones du M23 notamment dans les groupements de Tongo et Bukombo. Des accrochages ponctuels qui se poursuivent entre ces belligérants continuent à provoquer des nouvelles vagues de déplacements et de freiner les intentions de retour des populations déjà en déplacements.

a) Accès humanitaire

Dans le cadre de l'accès, la mission a rencontré les autorités locales (civils et militaires), les membres de la société civile et les acteurs non étatiques pour un plaidoyer visant l'amélioration de l'accès humanitaire dans la zone. Globalement, il n'y a pas de problème d'acceptance humanitaire dans la zone, par contre, tous les informateurs clés rencontrés ont plaidé pour le renforcement de la présence des acteurs/projets humanitaires dans la zone.

Depuis le début de l'année 2023, aucun incident humanitaire enregistré dans la zone évaluée ni interférences dans la mise en œuvre des activités humanitaires. Cependant, des missions et activités humanitaires ont été suspendues dans certaines localités (Bukombo-Birambizo) en raison des hostilités entre différents belligérants.

L'accès physique sur le tronçon routier Kiwanja-Mabenga-Kasali-Bambo-Nyanzale-Katsiru-Birambizo est acceptable mais peut être difficilement praticable en saison pluvieuse.

b) Impact sur le mouvement de population

Dans la zone évaluée, les déplacements des PDI vers les villages sûres ont eu un impact négatif surtout sur la vie socio-économique des communautés d'accueils qui aussi ont un accès limité à leurs villages d'origine, dans leurs champs (principale sources des revenus) suite à l'activisme des groupes armés dans ces villages. Cette restriction des mouvements vers les champs est à la base de la pourriture des produits agricoles. En conséquence, la communauté hôte ne sait plus supporter la charge imposée par la présence des IDPs, ce qui accentue la vulnérabilité de ces retournés et déplacés internes.

Ci-dessous quelques alertes récentes parmi tant d'autres :

La localité de Katsiru (groupement Bukombo dans la ZS de Birambizo) héberge 1960 personnes de 3892 ménages déplacés. Ces chiffres ont été récoltés auprès de la présidente du comité de déplacés de la zone par une mission conjointe OCHA-Intersos le 09 septembre 2023.

De ce chiffre, 3111 ménages sont de la vague du 17 mai 2023 au 10 juillet 2023 et le reste soit 881 ménages sont arrivés dans la zone à partir du 19 juillet 2023 à la suite des affrontements entre le M23 et le groupe armé CMC/FDP dans les villages de Shonyi, Rulere, BukomboCentre, Kibwe-Sud, Kanage, Kavumu, Gashavu, Rulere, Mudugudu et Mashango, Bishusha situés dans le groupement Bukombo. A Katsiru, les déplacés sont hébergés en familles d'accueil 3582 ménages et dans des centres collectifs au total (310 ménages) dont les écoles primaires HEKIMA (53), l'église 8^{ème} CEPAC (70 ménages), 34^{ème} CADAF (32 ménages), EP Bitenge (30 ménages), EP Ujio (13), Institut Katsiru (75), Eglise de frères de Jésus (37). Les besoins prioritaires pour ces déplacés sont : vivres, santé, articles ménagers essentiels (AME) et en eau, hygiène et assainissement. (EH 4852, EH 4511)

Ces déplacés ont besoin d'assistance multisectorielle (Vivres, AMEs, Cash inconditionnel, Kits de dignité, abris d'urgence etc). Un RR-Croix-Rouge a confirmé son positionnement pour une intervention AME, Nut au courant de ce mois de septembre 2023.

Présence d'environ 1748 ménages (dont 83 ménages déplacés et 1665 ménages retournés) dans la localité Rwahurukene dans l'Aire de santé de Kabati, groupement Mutanda en ZS de Kibirizi, chefferie de Bwito. Selon la veille humanitaire de Rwahurukene, ces déplacés sont arrivés dans la zone en début du mois d'août 2023 fuyant les affrontements armés entre le M23 et les forces d'autodéfenses dans plusieurs villages des groupements Tongo et Bambo notamment à Bukombo, Marangara et Buhambi.

Quant aux retournés, il s'agit de près de la population de l'Aire de santé de Kabati (11237habitant en juin 2022) qui avait fui en direction Kanyabayonga, Lusogha, Miriki et Kirumba en territoire de Lubero qui ont commencé à retourner au mois de mars 2023 après amélioration des conditions sécuritaires dans leur village grâce au déploiement des FARDC et PNC dans la zone.

Les besoins prioritaires pour ces déplacés sont les vivres et AME. En termes de réponse réalisées et en cours dans la zone, l'ONG MEDAIR assure la gratuite de SSP, Heks-Eper intervient en WASH dans la zone, et AVSI en protection (le projet a pris fin).

Une évaluation multisectorielle est recommandée sur la zone en vue de confirmer les chiffres réels et besoins de cette population comme il y a [EH-4910](#)

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années								
Zone de Sante	Localité/ou axe/ou AS	Date de déplacements ou de retour	Effectifs en ménages			Provenance	Cause	Type d'hébergement
	//////////		Population Total 2023	IDPS	Reournés			
Bambo	Bambo	Avril à Aout 2023	208268	989	0	Tongo/Marangara et Bukombo	Affrontement armé	Famille d'accueil
Bambo	Bambo	Avril à Aout 2023		63	0	Tongo/Marangara et Bukombo	Affrontement armé et massacre des civils	Centre Collectif
Bambo	Bambo	Avril à Aout 2023		0	3230	Goma, Kayna, Kanyabayonga, Nyanzale, Bulotwa et Kirumba	Retablissement de la paix	Leur résidence habituelle
Bambo	Bugina/Tongo	Avril à Aout 2023		891	0	Bungushu, Marangara en groupement Tongo	Affrontements armés et tuerie des civils	Famille d'accueil
Bambo	Bugina/Tongo	Avril à Aout 2023		413	0	Bungushu, Marangara, lubwe-sud, Kodjo et Kanyatsi en groupement Tongo	Affrontements armés et tuerie des civils	Centre Collectif
Bambo	Bugina/Tongo	Avril à Aout 2023		0	3043	Katsiru, Kanyabayonga, Bulotwa et Kayna	Retablissement de la paix	Leur résidence habituelle
Birambizo	Katsiru	Du 11 au 19 juillet 2023		431352	571	0	Bukombo, Shonyi, Kashavu, Lubwe-Sud etc.	Affrontement armés
Birambizo	Katsiru	Du 11 au 19 juillet 2023	310		0	Bukombo, Shonyi, Kashavu, Lubwe-Sud etc.	Affrontements armés et tuerie des civils	Centre Collectif
Birambizo	Katsiru	17 Mai au 10 Juillet 2023	3011		0	Jolie bois, Shonyi, Bukombo centre, Kashavu, Mudugudu, Kashavu		Famille d'accueil

Birambizo	Katsiru	15 mai au 25 Aout 2023	789780	0	2473	Goma, Mweso, Sake, Nyanzale	Rétablissement de la situation sécuritaire	
Birambizo	Bukombo	15 Aout à nos jours		0	1811	Nyanzale, Kihondo, Katsiru, Mweso, Sake, Goma	Retablissement de la sécurité	Leur résidence habituelle
Kibirizi	Nyanzale	Janvier à juillet 2023		189	0	Bukombo, Mubirubiru, Kiyeye, Bishusha	Affrontement armé	Site PDIs Nyanzale maché
Kibirizi	Kasoko	Janvier à juillet 2023		458	0	Bukombo, Mubirubiru, Kiyeye, Bishusha	Affrontement armé	Famille d'accueil
Kibirizi	Nyanzale	Janvier à juillet 2023		563	0	Bukombo, Mubirubiru, Kiyeye, Bishusha	Affrontement armé	Famille d'accueil
Kibirizi	Kihondo	Janvier à juillet 2023		220	0	Bukombo, Mubirubiru, Kiyeye, Bishusha, Mashango	Affrontement armé	Site PDIs Kihondo
Kibirizi	Nyanzale	Janvier à juillet 2023		54	0	Mashango, Marangara, Bungushu, Kiyeye, Birambizo	Affrontements armés et tuerie des civils	Centre Collectif
Kibirizi	Nyanzale	2008 ET 2020		451	0	Kiyeye, Bungushu, Bukombo	Affrontement armé	Site Nyanzale marché (Anciens PDIs)
Kibirizi	Nyanzale	2008 ET 2020		694	0	Ihula, Mbwavinywa, masisi	Affrontement armé	Site Kasoko (Anciens PDIs)
Kibirizi	Kihondo	Janvier à juillet 2023		406	0	Kauma, Birambizo, Mashango, Kashuga	Affrontement armé	Site Kasoko
Kibirizi	Kihondo	2008 ET 2020		654	0	Ihula, Mbwavinywa, masisi	Affrontement armé	Site Kihondo (Anciens PDIs)

Kibirizi	Mutanda, Rwahurukene	Aout 2023		83	0	Marangara, Buhambi et Katsuba	Affrontements armés et tuerie des civils	Famille d'accueil
Kibirizi	Mutanda, Rwahurukene (EH4910)	Mars à Aout 2023		0	1665	Kanyabayonga, Lusogha, Miriki et Kirumba	Affrontements des acteurs armés	Leur résidence habituelle
Kibirizi	Mutanda/Kikuku Site	Mars à Aout 2023		125	0	Rutiba, Kanaba, Rusekera	Affrontements des acteurs armés	Site PDIs Kikuku
Kibirizi	Kikuku	Juin à juillet 2023		358	0		Affrontement armé	Famille d'accueil
Kibirizi	Mutanda/Kikuku Site	Ancien		317	0		Affrontement des acteurs armés	Site PDIs Kikuku

c) Impact de la crise sur la sécurité alimentaire

Les résidents et les PDIs dans la zone évaluée font face à plusieurs problèmes pour leur sécurité alimentaire. Des éléments de groupes armés dans plusieurs zones (Lugarama, Kitobindo, Iterero, Kikuku, Kitanda, Malyanga, etc) imposent aux agriculteurs des taxes pour accéder à leurs champs, et payer des jetons pour contribuer à leur ration alimentaire. Faute des moyens, certains PDIs et résidents éprouvent la crainte d'aller au champ pour éviter d'être victimes des abus de la part des groupes armés. Au-delà de ce qui précède, le contexte des affrontements récurrents, menace la protection des agriculteurs et entrave leur accès vers leurs champs (principale sources des revenus). Cette restriction des mouvements vers les champs serait à la base de la pourriture des produits agricoles qui devraient être récoltés. La communauté hôte ne sait plus supporter la charge que l'impose la présence des IDPs, ce qui accentue la vulnérabilité des PDIs et leurs hôtes.

Certains PDIs vivent de la mendicité auprès des résidents qui n'ont pas aussi assez des moyens de pourvoir à leurs besoins. D'autres volent dans les champs de la communauté hôte, ceci serait à la base d'un climat de méfiance entre les deux communautés.

Les familles ayant en charge certains ménages de PDIs auraient déjà consommé même leurs stocks des semences suite à la famine. Ils éprouvent de difficultés énormes dans la prise en charge des PDIs. On note la hausse des prix des denrées alimentaires dans les marchés des zones évaluées, cette hausse des prix des vivres serait issue de la démographie galopante, limitations d'accès dans les champs suite à l'insécurité causée par l'activisme des groupes armés.

d) Impact sur la malnutrition

Des enfants, des femmes enceintes, et des femmes allaitantes sont surtout affectées par la mal nutrition dans la zone évaluée.

Quatre organisations humanitaires (CARITAS, ACF, MEDAIR, MSF) se chargent de la prise en charge de la mal nutrition dans certaines structures de santé (Bambo, Kikuku, Nyanzale).

Quelques réponses est déjà prise en charge par trois organisations dont MSF, ACF et CARITAS en zone de santé de Bambo et MEDAIR dans une partie de la zone de santé de Kibirizi.

e) Conditions d'accès aux services sociaux de base

Selon les sources locales, l'accès aux services de base dans la zone évaluée serait toujours un casse-tête surtout les soins médicaux qui sont payants (dans les zones où la gratuite de soins n'est pas pris en charge par un acteur humanitaire), les vivres qui sont devenus rares au marché et la hausse des prix à cause de la présence des déplacés.

f) Impact sur la santé

L'organisation MSF-F reste le partenaire de taille dans les trois zones de santé de Bwito (avec des bases à Bambo et Kibirizi) apporte une réponse partielle en santé surtout pour les enfants de 0 à 15ans à Bambo, Katsiru, Kibirizi. Depuis septembre et jusque février 2024, le CICR appui aussi le CSR de Nyanzale en SSP pour toute la population de l'AS Nyanzale en particulier les enfants de moins de cinq ans et femmes enceintes. Ceux qui viennent d'autres AS payent un ticket modérateur de 1000fc (consultation) avant d'accéder aux SSP

L'Hôpital de Birambizo qui a été pillé huit fois depuis la guerre de 2022 n'a aucun partenaire d'appui depuis le retrait de MSF-H en 2002. Pourtant c'est une zone de retour au plus 25% de la population sa population initiale. Le besoin en soins médicaux gratuits aux retournés et déplacés de la zone de santé de Birambizo reste un besoin non couvert.

g) Impact de la crise sur la Protection

Suite aux multiples déplacements de la population civile occasionnés par les affrontements entre les différents hommes armés dans la chefferie de Bwito, plusieurs incidents de protection tels que enlèvements, les meurtres, taxes illégales, extorsions de biens, viols, etc. ont été signalés. Ces incidents sont souvent commis sur les victimes lorsqu'elles vont dans les champs pour se ravitailler en vivres et pour les travaux journaliers, lorsqu'elles vont puiser de l'eau aux sources lointaines, etc. La vie devenue difficile dans les zones de déplacement, est un facteur favorisant le sexe de survie, et autres abus.

En ce qui concerne la protection des civils, les groupements de Bambo et Bukombo ont été le théâtre d'affrontements d'hommes armés jusqu'à commettre des massacres des civils aux villages de Kishishe (une centaine des morts en date du 29 Novembre 2022, et dans le village Rubona du groupement Bukombo (une dizaine des personnes tuées le 17 juillet 2023)

Protection de l'Enfance

Le besoin des activités en faveur des enfants est ressenti dans la zone évalué.

Certains enfants surtout des PDIs n'ont pas accès à l'éducation suite aux moyens limités de leurs parents dans les zones de déplacement. Ils sont exposés à plusieurs risques comme l'exploitation économique, le sexe de survie, l'utilisation et recrutement au sein de forces et groupes armés, délinquance, etc.

L'encadrement des enfants par des organisations humanitaires dans la zone diminuerait un certain nombre des abus dont les enfants peuvent être victimes.

VBG

Dans la zone évaluée, les cas de viols sont toujours signalés dans les champs surtout par les hommes armés et les bandits non identifiés lorsque les victimes vont se ravitailler en nourriture ou en allant faire les travaux journaliers. Les victimes sont orientées aux structures de santé. La zone de santé de Birambizo souffre de la prise en charge des victimes VBG, car les survivantes doivent faire une longue distance pour arriver à Mweso en provenance de Bukombo, Birambizo, et ses environs.

Certaines survivantes qui n'y arrivent pas dans le délai sont exposés aux IST, VIH, et aux grossesses non désirées. Plus de **129 cas des viols dont 13 mineures** avaient été reçus pour la PEC médicale dans différentes structures de santé des localités évaluées pour une période de trois mois (Juin, Juillet et août 2023). Pour le centre de santé de référence de Nyanzale 25 cas des viols, pour le centre de santé de Mushikiri 7cas des viols, pour le centre de santé de 5cas des viols, pour le centre de santé Kasoko 13cas des viols et pour le centre de santé de Singa 50 cas des viols, C.S Kikuku : 14, Hôpital de Birambizo : 15, Hôpital de Bambo : 108 cas des viols pour toute la zone de santé de Bambo seulement pour le mois d'août 2023

On note l'absence d'un paquet holistique pour la prise en charge des survivantes. Seule la PEC médicale et psychologique est assurée, les restant des paquets sont en souffrance (prise en charge juridique et judiciaire, la réinsertion socio-économique de base).

PSEA

Malgré la rareté des assistances dans les zones évaluées, le fraude serait probable lors d'identifications des bénéficiaires par les comités des déplacés constitués par les autorités locales et PF de veille humanitaires qui parfois rapportent des faux chiffres. Pour contourner ce risque, il serait mieux d'associer les comités de PDIs dans la mise en œuvre des toutes les activités, les autorités locales, et toute personne capable de faciliter la réussite de l'activité pour que l'assistance ne soit conditionnée par un paiement d'argent ou les avantages sexuelles. La sensibilisation contre la fraude et EAS doit être faite en prélude des assistances humanitaires en faveur des bénéficiaires, les CMP et les autorités locales en termes de prévention.

Dans le forum avec les points focaux de veilles humanitaires, certains ont mentionné leur résistance de dénoncer les auteurs des cas PSEA par peur d'être victimes de représailles au cas l'auteur saurait qui l'a dénoncé. D'autre ne savent mêmes pas comment procéder pour dénoncer. Il est recommandé au Réseau PSEA d'organiser une formation de masse à Nyanzale

Logement Terre et Propriété

Un conflit oppose certains PDIs ayant acheté des parcelles dans le site de Kihondo avec les PDIs qui occupent encore ces espaces par leurs huttes. Certains agents de la chefferie ayant vendu ces parcelles étant mandaté par la chefferie ne trouvent pas la solution pour régler le cas de cette propriété. Dans la chefferie de Bwito, dans certaines localités il y a des conflits liés aux coutumiers ce qui empêche de collaborer avec les uns et les autres. A titre d'exemple Kilama, dans le groupement Bambo la nomination du nouveau chef de localité en remplacement du supposé (celui de la famille régnante qui est légal) a créé le conflit entre le chef de la chefferie qui le reconnaît et le chef de groupement qui le remplace, le même cas est à Bulindi, dans la localité Kanyabayonga. Les civilités et collaboration par les humanitaires ne devaient pas entretenir ce conflit suite au non-respect de la neutralité dans les interventions humanitaires.

Concernant les PDIs, ils n'accèdent plus à leurs champs qui sont restés dans leurs milieux d'origine. Elles sont incapables de se faire louer un petit lopin pour y faire l'agriculture suite au manque de moyens. Les éléments de groupes armés auraient pris certaines espaces de certains individus pour les exploiter à travers les travaux forcés (exemple les champs de certains membres de la communauté des éleveurs à Kikuku).

En ce qui concerne le logement, le besoin est ressenti surtout dans les sites où les nouveaux PDIs n'ont pas des bâches et trouvent difficilement les matériaux de construction.

Ne pas nuire

Dans les zones de retour l'assistance devait répondre au besoin de la communauté bénéficiaire. Selon les sources locales, à Kishishe l'assistance en cash inconditionnel est souhaitée par la grande partie de la population suite à leurs habitudes alimentaires. Par exemple la farine de Maïs, l'huile palmiste, et les petits pois en morceaux leur donne les complications de santé jusqu'au point où certains sont internés à la structure de santé. L'argent pourra les permettre de se faire le choix de ce qu'ils veulent au marché.

D'autre part dans la zone de santé de Birambizo, certaines organisations n'ayant pas honoré leurs promesses en termes de projet à réaliser en faveur de la population crée un climat de manque de confiance envers des humanitaires. Terminer bien le travail prévu en collaborant avec les bénéficiaires serait la prévention de certains problèmes d'incompréhensions au niveau local.

h) Education

Plusieurs écoles ont ouvert leurs portes dans la zone évaluée.

Dans la zone de santé de Birambizo où le retour est timide, les écoles n'ont pas ouvert leurs portes. Les enfants des PDIs restent sans accès à l'éducation surtout suite aux vulnérabilités de leurs parents qui manquent de moyens même de se procurer les objets classiques.

Il sied de signaler que sur demande des autorités scolaires 78 ménages de PDIs qui étaient dans les salles de classes à Nyanzale ont été déguerpis du 4 au 5 septembre 2023 afin de laisser la place aux écoles qui ont commencé les cours. Ces ménages ont quitté Nyanzale centre pour se diriger à Singa (ont parcourus une distance de plus ou moins 2km) dans les maisons abandonnées et celles de missionnaires de CEBCE. Parmi ces PDIs 4enfants séparés ont été identifiés par la structure « Synergie » dont 2filles et 2garçons dont leur tranche d'âge varie entre 8 et 12ans.

IV : Outils d'informations et de coordination : Matrices de suivi des réponse/gaps, 2W,3W, mécanismes de coordination locales ont été actualisés par OCHA lors de la mission et sont en annexe de ce rapport.

V : Recommandations de la mission

Secteur	Action	Date limite
Accès	Genève Call, CICR et OCHA : Planifier des séances de formations/sensibilisation sur le DHI et principes humanitaires auprès de groupes armés locaux de la zone (CMC, FPP-Kabido), et étranger si possible (FDLR) afin de les motiver à s'engager eux-mêmes à les respecter et à garantir la sécurité des acteurs humanitaires et la non-ingérence dans la mise en œuvre sur terrain projets humanitaires.	Le plutôt possible
Sécurité Alimentaire	Assister avec les vivres ou le cash les PDIs se trouvant dans les sites et familles d'accueil, sans oublier les résidents et retournés pour la zone comme Kishishe, Katsiru, Nyanzale	Le plutôt possible
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer la zone de santé de Birambizo en médicaments et autres fournitures de l'hôpital comme lits, matelas car ce dernier était victime de pillages pendant 6 fois par les hommes armés. - Plaider pour avoir un partenaire de santé permanent à l'HGR de Birambizo, zone de retour d'environ 25%. - Assurer la gratuité de soins de santé dans toutes les zones de déplacements et de retour 	Le plutôt possible
Nutrition	<p>Action pour les familles retournés et déplacés : Organiser/financer des activités de prévention de la mal nutrition (AGR, champs communautaires, etc.) car celles qui existent sont curatives. Zones cibles : ZS de Bambo et Birambizo.</p> <p>Pour les enfants de 0-59 mois : Renforcer les capacités de prise en charge de la MAS sur l'ensembles des ZS de Bambo, Birambiro et Kibirizi ;</p> <p>Faire une évaluation sectorielle nutrition dans la zone en vue d'identifier les besoins réels des déplacés, retournés et population hôte pour des fins de mobilisations de capacités de réponses appropriés.</p>	Le plutôt possible
Protection	<p>Cluster Protection : Disponibiliser un paquet de cash protection en faveur des victimes de violences sexuelles et autres victimes de violations des droits humains à accéder aux différents services de prise en charge.</p> <p>Autorités : Renforcer les mesure sécuritaire/Autorité de l'Etat dans les zones de provenances pour rassurer le retour digne et sécurité des déplacés</p>	Le plutôt possible
PSEA	Planifier une formation de masse à Nyanzale au profit des différentes PF des veilles humanitaires, autorités locales sur le PSEA	Le plutôt possible
WASH	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des toilettes dans les sites (Nyanzale, Kikuku, Kihondo) et dans les écoles qui hébergeaient les PDIs qui se trouvent dans un état de délabrement avancé. - Renforcer la capacité d'adduction d'eau dans la zone de santé de Bambo, car elle est insuffisante. 	Le plutôt possible
Education	<ul style="list-style-type: none"> - Assister les élèves avec les fournitures scolaires (cahiers, stylos, uniformes, etc.) car la majorité éprouve des difficultés de reprendre les cours sans ces fournitures scolaires (surtout les PDIs et les retournés). - Plusieurs effets des écoles qui ont abrités les PDIs ont été endommagés notamment les bancs et les tableaux qui étaient utilisés comme les bois de chauffage. 	Le plutôt possible

Abri	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des abris d'urgences pour les nouveaux PDIs qui ont été déguerpis des écoles notamment à Nyanzale, pour ceux qui sont sous logés dans les sites (Bambo, Kikuku, Nyanzale, Kihondo) et ceux qui sont dans les familles d'accueils notamment à Katsiru, Bambo, Nyanzale, Kikuku. - Construire les abris transitionnels pour les PDIs qui se sont déjà acheté des parcelles dans le cadre d'intégration locale à Kihondo, Kikuku, Nyanzale Marché et Kasoko 	Le plutôt possible
Coordination OCHA	Faire le suivi des mécanismes de coordination mise en place à Bambo et Nyanzale à travers de mission terrains dans la zone tous les trois mois.	Trimestriellement